

« Les ministères manquent de gens de terrain »...

Un entretien avec Jean Mura, président de la Fédération des associations des entreprises de zones franches

LE FIGARO ÉCONOMIE. - Que tirez-vous de l'expérience des zones franches depuis 1997 ?

Jean MURA. - Les zones franches sont une source incomparable de créations d'emplois et de richesses dans des secteurs en difficulté (20 000 entreprises dont 6 000 créations). Notre crainte, c'est que ce mécanisme puisse s'arrêter un jour. Car il n'y a pas eu de communication valorisante sur les succès rencontrés. C'est comme si on voulait nous ca-

cher. On s'arrête souvent sur le cas d'entreprises qui ont connu des déboires fiscaux. Faute de cette médiatisation suffisante, aujourd'hui encore je suis saisi par des demandes d'entrepreneurs qui ignorent tout du dispositif.

Quels sont les freins à la rénovation urbaine ?

Les obstacles sont avant tout administratifs et financiers. Jean-Louis Borloo, malgré son dynamisme et sa compétence a manqué de moyens pour mener à bien sa politique dans une sorte de sous-ministère. Nous avons rencontré des rigidités de la part des hauts fonctionnaires. A l'évidence, dans les ministères on

manque de gens de terrain. Nous nous trouvons confrontés à des anomalies comme le décret du 12 mars qui installe le comité de surveillance et d'observation des zones franches sans que les entrepreneurs n'en soient membres de droit. Et nous attendons toujours que l'amendement qui permettrait à une entreprise de ZFU d'embaucher un employé de n'importe quelle zone franche soit déposé. Les obstacles viennent aussi des oppositions politiques entre les différents acteurs d'une zone urbaine à rénover qui bloquent souvent le processus de destruction-reconstruction.

C. B.